

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 Travaux visés
par les documents
contractuels

- .1 Les travaux faisant l'objet du présent contrat comprennent, mais sans nécessairement s'y limiter :

Démolition, démantèlement et excavation

- Démantèlement des lampadaires existants;
- Démantèlement des bollards et disposition hors site ;
- Démantèlement du feu de navigation et récupération pour réinstallation à la fin des travaux. Aviser la GCC que le feu sera non opérationnel pour la période des travaux (préciser la durée);
- Démantèlement du cabanon électrique existant (plan E-2);
- Démantèlement des cabinets de service existants ainsi que du câblage de distribution et des conduits (plan E-2);
- Démantèlement du câblage et des conduits des artères et dérivations autres que les cabinets de service (plan E-2) ;
- Démantèlement du système de défense existant (câbles et chaînes inclus). Récupération des pneus pour leur réinstallation. Le système d'attache en acier sera remplacé par des éléments neufs;
- Démolition de la dalle de béton de surface et excavation jusqu'au niveau indiqué aux plans, soit 30 cm au-dessus des tirants existants;
- Nettoyage de la ligne de plantage des nouvelles palplanches. Récupération du matériel excavé pour réutilisation ;
- Découpage de la palplanche existante tel qu'indiqué aux plans;
- Démantèlement de la ligne d'eau existante en surface et disposition des matériaux hors site;
- À la jonction du quai avec l'enrochement, retirer une partie de l'enrochement afin de permettre l'installation de la nouvelle palplanche.

N.B. L'enlèvement des petits cabanons des pêcheurs sera fait par ceux-ci, avant le début des travaux.

Construction :

- Mise en place des nouveaux murs de palplanches pour ceinturer les murs existants;
- Remblayage de l'espace entre la nouvelle et l'ancienne palplanche jusqu'au niveau indiqué, avec les matériaux

- récupérés des excavations ou des matériaux granulaires supplémentaires;
- Remise en place de l'enrochement préalablement enlevé, avec ajout de nouvelles pierres selon les besoins pour compléter l'ouvrage;
 - Rechargement de la partie supérieure de l'enrochement existant par l'ajout de nouvelles pierres tout le long du quai.
 - Mise en place des systèmes d'ancrage de la nouvelle palplanche (tirants en acier et blocs d'ancrage);
 - Remblayage du quai avec les matériaux indiqués aux plans, incluant la sous-couche de matériaux récupérés et la couche de fondation de surface ;
 - Mise en place du système électrique (fourniture, installation et raccordement), y inclus un conduit vide à chacun des îlots de service (prévoir un accès à 100 ampères à un des îlots – les autres seront à 60 ampères) ;
 - Mise en place du système de distribution d'eau douce et d'eau salée, y inclus des regards pour faire la vidange du système;
 - Construction d'une nouvelle dalle de béton d'une largeur de 5 m le long des faces d'accostage ;
 - Mise en place du revêtement bitumineux tel qu'indiqué aux plans;
 - Installation du nouveau système de défense, incluant les pneus récupérés, l'ajout de nouveaux pneus selon les besoins et d'un nouveau système de fixation;
 - Réinstallation et mise en service du feu de navigation (à coordonner avec GCC);
 - Construction des îlots de service (électricité, poteaux de protection et eau);
 - Mise en place (fourniture, installation et raccordement) des nouveaux lampadaires;
 - Construction d'un nouveau bâtiment de services pour l'électricité ;
 - Installation de nouveaux bollards et taquets à intervalles réguliers, tel qu'indiqué aux plans;
 - Fourniture et installation des nouvelles échelles;
 - Fourniture et installation des nouveaux garde-roues en acier et d'une glissière de sécurité le long de l'approche.
 - La mise en place de plaques d'acier de protection à hauteur de la zone de marnage et le remplissage des cuves ainsi créés avec du béton, sur les murs les plus exposés du nouveau quai.

- 1.3 Échéancier d'exécution des travaux .1 Les travaux devront débuter dès l'octroi du contrat et être exécutés dans les délais prévus au contrat.
- 1.4 Documents de référence .1 L'Entrepreneur aura à sa disposition les documents suivant pour consultation et il devra en tenir compte lors des différentes étapes des travaux:
- Subsurface Investigation – Shippagan, GloucesterCounty – New Brunswick – November 17, 2009 – File No. 1041315-968 – Stantec;
 - Plans des ouvrages existants - divers projets disponibles en format électronique (PDF) – 28 feuillets au total.
- 1.5 Utilisation des lieux par l'Entrepreneur .1 Coordonner l'utilisation des lieux selon les directives du Représentant désigné du Ministère.
- .2 Les travaux devront aussi être coordonnés avec le responsable de l'Administration portuaire, M. Camille-André Mallet.
- 1.6 Mesurage pour fins de paiement .1 Les postes faisant l'objet d'une unité globale devront être ventilés et soumis au Représentant désigné du Ministère dans les deux semaines suivant l'octroi du contrat.
- Les postes de paiement sont les suivants :
- .1 Poste No 1 : Organisation de chantier :
- .1 Ce poste est mesuré comme une unité globale. Il comprend tous les éléments de la division précédente, ainsi que tout élément ne pouvant être affecté à un autre poste de mesurage.
 - .2 L'organisation de chantier durant les travaux est payée au prorata des estimations mensuelles des travaux.
 - .3 À moins d'indication contraire dans les clauses générales, la valeur maximale de ce poste est limitée à 15 % du montant total de la soumission.

- .2 Poste No 2 : Démolition, tri et récupération, disposition des rebus
- .1 Ce poste sera mesuré comme une unité globale et comprendra sans s'y limiter :
- .1 La dalle de béton de surface ;
 - .2 Les conduites d'eau (eau douce et eau salée) ;
 - .3 Les lampadaires ;
 - .4 La glissière de sécurité ;
 - .5 Les conduits et le filage électriques (en surface et enfouis).
 - .6 Le découpage de la palplanche d'acier en périphérie du quai ;
 - .7 L'enlèvement du système de défenses existant ainsi que le tri et la récupération des pneus en bon état;
 - .8 L'enlèvement des bollards ;
 - .9 L'enlèvement des cabinets (ilots) de services ;
 - .10 Le démantèlement du cabanon électrique existant.
- Ce poste comprend aussi tout autre matériau ou équipement existant même si non mentionné dans la liste ci-dessus.
- .2 Ce poste comprend aussi l'entreposage temporaire, le transport, et la disposition des matériaux non récupérés dans un site approuvé selon les lois et règlements en vigueur.
- .3 Inclure tous les frais encourus pour l'obtention des certificats de conformité et d'exploitation des sites retenus pour la disposition de ces déchets.
- .4 Le filage électrique devra être remis à l'Administration portuaire.
- .3 Poste No 3 : Excavation et disposition / récupération
- .1 Ce poste sera mesuré au mètre cube en place et comprendra les matériaux suivants selon les limites indiquées aux plans :

- .1 Matériaux de remblayage du quai.
- .2 Enrochement à la limite nord du quai (jonction avec la palplanche) et le long de la façade nord-ouest.
- .2 Ce poste inclut également le tri et la récupération d'une partie des matériaux de remblayage en vue de remise en place dans le nouveau quai (Voir poste No.11).
- .3 Ce poste comprend aussi l'entreposage temporaire, le transport, et la disposition des matériaux non récupérés dans un site approuvé selon la réglementation en vigueur.
- .4 Inclure tous les frais encourus pour l'obtention des certificats de conformité et d'exploitation des sites retenus pour la disposition de ces déchets.
- .4 Postes No 4 : Fourniture des palplanches d'acier
 - .1 Ce poste sera mesuré au mètre carré de surface projetée de palplanche à fournir selon les indications montrées aux plans. Il comprend la fourniture et le transport des palplanches d'acier ;
 - .2 Ce poste inclut également la fourniture de tous les ajouts requis tels que plaques de recouvrement, moises, boulons et autres pour une installation complète de la palplanche.
 - .3 Ce poste comprend également la fourniture et l'ajout de tout équipement nécessaire à la mise en place des palplanches (sabots, conduit d'injection d'eau pressurisée, etc.) si ces derniers sont requis ;
 - .4 Le découpage des palplanches existantes tel qu'indiqué aux plans et devis ne fait pas partie de ce poste ;
 - .5 Les tirants font partie d'un autre poste ;

- .6 Ce poste comprend l'ajout de 300 mm pour le recépage de chacune des palplanches ;
- .7 Ce poste sera divisé comme suit :
 - .1 Palplanche Sx = 3795 cm³/m (4.a) ;
 - .2 Palplanche Sx = 4595 cm³/m (4.b).
- .5 Postes No 5 : Mise en place des palplanches d'acier
 - .1 Ce poste sera mesuré au mètre carré de surface projetée de palplanches qui seront mises en place, selon les indications montrées aux plans. Il comprend l'installation des palplanches ainsi que la mise en place de tous les ajouts requis, tels que : plaques de recouvrement, moises, boulons et autres pour une installation complète de la palplanche.
 - .2 Ce poste comprend également toutes les mesures nécessaires et toutes les techniques de plantage nécessaires à la mise en place des palplanches dans les conditions du projet (préforage, utilisation d'explosifs, utilisation de vrille, etc.) ainsi que toutes les activités de précaution nécessaires au plantage des palplanches.
 - .3 L'installation des tirants fait partie d'un autre poste.
 - .4 Ce poste sera divisé comme suit :
 - .1 Palplanche Sx = 3795 cm³/m (5.a) ;
 - .2 Palplanche Sx = 4595 cm³/m (5.b).
- .6 Poste No 6 : Remise en place et rechargement de l'enrochement
 - .1 Ce poste sera mesuré comme une unité globale et comprendra :
 - .1 La remise en place de l'enrochement situé au coin nord du quai. (6.a) ;
 - .2 La fourniture ainsi que la mise en place de la nouvelle pierre de carapace

3-5 tonnes pour compléter l'enrochement du coin Nord ainsi que le rechargement du talus d'enrochement selon les limites indiquées aux plans. Ce poste sera mesuré à la tonne métrique. (6.b).

- .3 La fourniture ainsi que la mise en place de la nouvelle pierre 300-500 kg pour compléter l'enrochement selon les limites indiquées aux plans. Ce poste sera mesuré à la tonne métrique. (6.c).

.7 Poste No 7: Fourniture et installation des tirants d'ancrage

- .1 Ce poste sera mesuré au mètre linéaire. Il comprend les matériaux, la main d'œuvre et les équipements requis pour une installation complète des tirants (palplanches à palplanches ainsi qu'aux blocs d'ancrage) tel que spécifié sur les plans.

- .2 Ce poste sera divisé comme suit :

- .1 Fourniture et installation des tirants d'ancrage de 57 mm dia (7.a);

8. Poste No 8 : Fourniture et mise en place de la membrane géotextile

- .1 Ce poste est mesuré au mètre carré. Il comprend les matériaux, la main d'œuvre, les équipements et les services requis pour l'installation de la membrane géotextile. La largeur de superposition entre les sections de membranes n'est pas incluse dans les quantités affichées au bordereau et n'est pas comptabilisée dans le calcul de quantités.

.9 Poste No 9 : Fourniture et mise en place de blocs d'ancrage en béton armé

- .1 Ce poste sera mesuré au mètre cube. Il comprend les matériaux, la main d'œuvre et

les équipements requis pour la mise en place complète des blocs tel que spécifié aux plans.

- .10 Poste No 10 : Récupération et mise en place de matériel de remblai
 - .1 Ce poste est mesuré au mètre cube de remblai effectivement incorporé aux ouvrages. Il comprend le transport, le compactage et la mise en place du matériel de remblayage récupéré sur le site tel que spécifié aux plans.
- .11 Poste No 11 : Fourniture et mise en place de matériau de remblai R5
 - .1 Ce poste est mesuré à la tonne métrique. Il comprend la fourniture, le transport, la pesée, et la mise en place du matériel de remblayage R-5 tel que spécifié aux plans.
- .12 Poste No 12 : Fourniture et mise en place de la fondation granulaire
 - .1 Ce poste est mesuré à la tonne métrique. Il comprend la fourniture, le transport, la pesée, la mise en place et la compaction des matériaux de fondation granulaire.
 - .2 Ce poste est divisé comme suit :
 - .1 Fourniture et mise en place de granulat concassé 0-31,5 mm (12.a) ;
 - .2 Fourniture et mise en place de granulat concassé 0-75mm (12.b) ;
 - .3 Fourniture et installation de la pierre nette de 25 mm (12.c).
- .13 Poste No 13 – Construction de la dalle de béton coulée en place
 - .1 Le béton coulé en place de la dalle est mesuré au mètre cube coulé dans l'ouvrage, tel qu'indiqué aux plans. Il comprend le ciment, les granulats, l'acier d'armature, les ancrages, les éléments d'acier noyés, les joints, les additifs, les coffrages, l'équipement, les

matériaux, la main-d'œuvre et le transport. Aucune déduction du volume de béton ne sera faite pour l'acier d'armature et les ouvertures inférieures à 0,1 mètre carré de surface. Le chauffage de l'eau des granulats ainsi que les mesures prises pour protéger le béton par temps froid, le refroidissement du béton et la protection par temps chaud sont également inclus dans le présent poste.

- .2 Le béton requis pour les bases de bollards et pour le remplissage de ceux-ci ne fait pas partie du présent poste ;

14. Poste No 14 – Fourniture et mise en place de revêtement bitumineux

- .1 Ce poste est mesuré au mètre carré mis en place selon les limites indiquées aux plans. Il comprend les matériaux, la main d'œuvre et les équipements requis pour la mise en place du revêtement bitumineux.

15. Poste No 15 : Garde-roues et glissières de sécurité

- .1 Ce poste est mesuré au mètre linéaire mis en place tel que spécifié aux plans. Il comprend la fourniture des matériaux, la main d'œuvre et les équipements requis pour la mise en place de ces éléments tel que spécifié aux plans.
- .2 Ce poste est divisé comme suit :
 - .1 Fourniture et mise en place du garde-roues en acier PCC (15.a) ;
 - .2 Fourniture et mise en place de la glissière de sécurité (15.b).

16. Poste No 16 : Fourniture et mise en place des échelles en acier

- .1 Ce poste sera mesuré à l'unité installée. Il comprend les matériaux, la main d'œuvre et les équipements requis pour la mise en place des échelles.
- .2 La galvanisation des échelles est incluse dans le présent poste.

17. Poste No 17 : Fourniture et mise en place des bollards et taquets
- .1 Ce poste sera mesuré à l'unité installée. Il comprend les matériaux, la main d'œuvre et les équipements requis pour la mise en place des bollards et taquets.
 - .2 Toute la quincaillerie, les ajustements et le coulis sans retrait requis pour une installation complète sont inclus dans le présent poste.
 - .3 Le peinturage des bollards et taquets est inclus dans le présent poste.
 - .4 Le béton requis pour la réalisation de la base des bollards fait partie de ce poste.
 - .5 Ce poste est divisé comme suit :
 - .1 Bollards de 10 po (17.a) ;
 - .2 Bollards de 16 po (17.b) ;
 - .3 Taquets (17.c).
18. Poste No 18 : Récupération, fourniture et mise en place des défenses en caoutchouc
- .1 Ce poste sera mesuré à l'unité installée (pneus) ;
 - .2 Il comprend les matériaux, la main d'œuvre et les équipements requis pour la mise en place des nouvelles défenses de caoutchouc (pneus) ;
 - .3 Ce poste implique la réinstallation des pneus récupérés au poste No. 2 ainsi que la fourniture et l'installation des nouveaux pneus ;
 - .4 Ce poste comprend la fourniture et la mise en place de nouveaux systèmes d'attache pour les défenses;
 - .5 Toute la quincaillerie et les ajustements requis pour une installation complète sont inclus dans

le présent poste.

- .19 Poste No 19 : Électricité, éclairage et îlots en acier galvanisé à chaud

.1 Ce poste sera divisé comme suit :

- .1 Distribution électrique : ce poste sera mesuré comme une unité globale et comprend sans s'y limiter l'électricité et tous les équipements à mettre dans le bâtiment de service tel qu'indiqué aux plans. Les puits de tirage en béton sont aussi inclus dans ce poste (19.a)
- .2 Éclairage: ce poste comprend l'électricité et l'éclairage à installer, et sera mesuré comme une unité globale. Il comprend sans s'y limiter tous les travaux et équipements montrés aux plans. (19.b);
- .3 Cabinets (îlots) de service en acier galvanisé à chaud : ce poste comprend la fourniture et l'installation des cabinets en acier galvanisé à chaud des îlots de service. Ce poste sera mesuré à l'unité installée et inclus la fourniture et la mise en place de tous les équipements et matériaux tel qu'indiqué aux plans (19.c).
- .4 Artères d'alimentation : ce poste comprend la fourniture et la mise en place de tous les conduits souterrains d'alimentation. Ce poste sera mesuré comme une unité globale et comprend sans s'y limiter tous les équipements, travaux et matériaux tel qu'indiqué aux plans (19.d)

- .20 Poste No 20 : Réseau de distribution d'eau (douce et salée)

- .1 Ce poste est mesuré comme une unité globale et comprend sans s'y limiter les travaux et tous les équipements indiqués aux plans ou au devis ;

- .2 Les regards en béton sont aussi inclus dans ce poste.
- .21 Poste No 21 : Bâtiment de service en électricité
 - .1 Ce poste est mesuré comme une unité globale et comprend sans s'y limiter tous les éléments structuraux et architecturaux du nouveau bâtiment. Les équipements électriques installés seront mesurés au Poste No.19 ;
 - .2 Les travaux mécaniques tel que la fourniture et l'installation de la ventilation sont inclus dans ce poste.
- .22 Poste No 22 : Enlèvement et réinstallation du feu de navigation
 - .1 Ce poste est mesuré comme une unité globale et comprend sans s'y limiter les travaux et tous les équipements indiqués aux plans ou au devis pour l'enlèvement du feu de navigation au début des travaux ainsi que de sa réinstallation à la fin des travaux ;
 - .2 L'Entrepreneur devra prendre connaissance, en concertation avec le Représentant désigné du Ministère, de la possibilité de réaliser une installation temporaire du feu de navigation durant la période de construction.
- .23 Poste No 23 : Poteaux de protection (Ilots de service)
 - .1 Ce poste sera mesuré à l'unité installée et comprend sans s'y limiter tous les travaux et équipements indiqués aux plans pour la mise en place des poteaux;
- .24 Poste No 24 : Remplissage en béton des cuves de palplanches
 - .1 Ce poste sera mesuré au mètre linéaire de palplanche sur laquelle sera installée une protection composée de plaques d'acier remplies de béton, tel que montré sur les plans.

- .2 Ce poste comprend la fourniture et l'installation de tous les matériaux nécessaire à la réalisation de la protection, soit les plaques d'acier principales, les plaques d'ajustement (si requis), l'armature, le béton, et tous les autres éléments requis a une installation complète.

PARTIE 2 – PRODUITS

2.1 Sans objet .1 Sans objet.

PARTIE 3 – EXÉCUTION

3.1 Sans objet .1 Sans objet.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 Description

- .1 La présente section décrit les exigences relatives aux balances pour camions, à moins d'avis contraire, destinées à peser les matériaux payés en fonction de la masse.
- .2 La fourniture de l'opérateur, de la balance et de la cabine, son entretien, sa certification, sa location, son inspection, son enlèvement et tout autre frais relié à l'opération de la balance et de la cabine seront inclus dans le prix des matériaux mesurés et payés en fonction de la masse.

1.2 Exigences des organismes de réglementations

- .1 Avant d'utiliser une balance, obtenir le certificat de conformité avec les règlements de la Loi des poids et mesures, chapitre 36, et les amendements subséquents, des Statuts du Canadien 1976-1977. Afficher le certificat bien en vue.

PARTIE 2 - PRODUITS

2.1 Matériel

- .1 Pont-basculer : fournir un pont-basculer pouvant peser en une seule opération tout véhicule chargé et imprimant automatiquement les coupons de pesée. Fournir un peseur qualifié pour l'opération du pont-basculer.
- .2 Sur les coupons de pesée, le poids du chargement et celui du camion seront fournis séparément.
- .3 Cabine : fournir et installer une cabine comprenant un indicateur de masse, et aménagée de façon que le préposé à la balance puisse y effectuer son travail et tenir les registres à jour.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 Installation

- .1 Enlever le pont-basculer et la cabine lorsqu'ils ne sont plus requis et niveler les rampes d'accès.
- .2 Fournir, installer et entretenir le pont-basculer à un endroit convenable. Le lieu d'installation doit être approuvé par le Représentant désigné du Ministère.

3.2 Entretien

- .1 La plateforme et le mécanisme de pesée doivent demeurer propres et exempts de gravier, d'asphalte, de neige, de glace ou de débris.
- .2 Conserver les rampes d'accès en bon état et exemptes d'affaissements ou d'ornières.
- .3 Faire vérifier la balance périodiquement et obtenir un autre certificat si le Représentant désigné du Ministère le demande, et ce, sans frais pour le Propriétaire.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- | | |
|--|--|
| <u>1.1 Exigences
connexes</u> | <p>.1 Les exigences particulières relatives à l'inspection et aux essais devant être effectués par le laboratoire désigné par Représentant désigné du Ministère sont prescrites dans diverses sections du devis.</p> |
| <u>1.2 Désignation et
paiement</u> | <p>.1 Le Représentant désigné du Ministère désignera les laboratoires qui effectueront les essais, et il assumera les frais de leurs services, sauf dans les cas énumérés ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none">.1 L'inspection et les essais exigés par des lois, des ordonnances, des règles, des règlements ou des consignes d'ordre public..2 L'inspection et les essais effectués exclusivement pour la convenance de l'Entrepreneur..3 Les essais, la mise au point et l'équilibrage des systèmes de manutention, des réseaux et des installations électriques et mécaniques..4 Les essais en usine et les certificats de conformité..5 Les essais qui doivent être effectués par l'Entrepreneur sous la supervision du Représentant désigné du Ministère..6 Les essais supplémentaires prescrits au paragraphe ci-après. <p>.2 Lorsque les inspections ou les essais réalisés par le laboratoire d'essai désigné révèlent la non-conformité des ouvrages aux exigences du contrat, l'Entrepreneur doit payer le coût des essais ou des inspections supplémentaires que le Représentant désigné du Ministère peut demander afin de vérifier si les corrections apportées sont acceptables.</p> |
| <u>1.3 Responsabilités
de l'Entrepreneur</u> | <p>.1 Fournir la main-d'œuvre et les installations nécessaires pour :</p> <ul style="list-style-type: none">.1 permettre l'accès aux ouvrages à inspecter et à mettre à l'essai;.2 faciliter les inspections et les essais;.3 remettre en état les ouvrages dérangés lors des inspections et des essais;.4 que soit réservé sur le chantier un endroit où le personnel du laboratoire pourra entreposer son matériel et traiter les échantillons. |

- .2 Informer le Représentant désigné du Ministère suffisamment à l'avance de la tenue des opérations pour qu'il puisse prendre rendez-vous avec le personnel du laboratoire et établir le calendrier des essais.
- .3 Lorsque des matériaux doivent être mis à l'essai, expédier au laboratoire d'essai la quantité demandée d'échantillons représentatifs.
- .4 Payer le coût des travaux exécutés pour mettre à découvert et remettre en état les ouvrages qui étaient couverts avant que l'inspection ou les essais requis soient effectués et approuvés par le Représentant désigné du Ministère.

PARTIE 2 - PRODUITS

2.1 Sans objet

- .1 Sans objet.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 Sans objet

- .1 Sans objet.

PARTIE 1 – GÉNÉRALITÉS

1.1 Définitions

- .1 Activité : Travail déterminé exécuté dans le cadre d'un projet. Une activité a normalement une durée prévue, un coût prévu et des besoins en ressources prévus. Les activités peuvent être subdivisées en tâches.
- .2 Diagramme à barres (diagramme de GANTT) : Représentation graphique de données relatives au calendrier d'exécution d'un projet. Dans le diagramme à barres habituel, les activités ou les autres éléments du projet sont présentés de haut en bas, à gauche du graphe tandis que les dates sont présentées en haut, de gauche à droite; la durée de chaque activité est indiquée par des segments horizontaux placés entre les dates. En général, le diagramme à barres est généré à partir d'un système informatisé de gestion de projet offert dans le commerce.
- .3 Référence de base : Plan initial approuvé (pour un projet, un lot de travaux ou une activité), prenant en compte les modifications approuvées de la portée du projet.
- .4 Semaine de travail : Semaine de cinq ou six jours, du lundi au vendredi ou au samedi, définissant les jours ouvrables aux fins de la soumission du diagramme à barres (diagramme de GANTT).
- .5 Durée : Nombre requis de périodes de travail (sauf les congés et les autres périodes chômées) pour l'exécution d'une activité ou d'un autre élément du projet. La durée est habituellement exprimée en jours ouvrables ou en semaines de travail.
- .6 Plan d'ensemble : Programme sommaire indiquant les principales activités et les jalons-clés.
- .7 Jalon : Événement important dans la réalisation du projet, correspondant le plus souvent à l'achèvement d'un produit (livrable) important.
- .8 Calendrier d'exécution : Dates fixées pour l'exécution des activités et l'atteinte des jalons. Programme dynamique et détaillé des tâches ou activités nécessaires à l'atteinte des jalons d'un projet. Le processus de suivi et de contrôle repose sur le calendrier d'exécution pour la réalisation et le contrôle des activités; c'est lui qui définit les décisions qui seront prises pendant toute la durée du projet.

- .9 Ordonnancement - Planification, suivi et contrôle de projet : système global géré par le Représentant désigné du Ministère et visant à assurer le suivi de l'exécution des travaux en regard d'étapes ou de jalons déterminés.

1.2 Exigences

- .1 S'assurer que le plan d'ensemble et le calendrier d'exécution sont exploitables et qu'ils respectent la durée prescrite du contrat.
- .2 Le plan d'ensemble doit prévoir la réalisation des travaux selon les jalons prescrits, dans le délai convenu.
- .3 Limiter la durée des activités à 10 jours ouvrables, environ, afin de permettre l'établissement de rapports d'avancement.
- .4 L'attribution du contrat ou la date de début des travaux, la cadence d'avancement des travaux, la délivrance du certificat provisoire d'achèvement et du certificat définitif d'achèvement constituent des étapes définies du projet et sont des conditions essentielles du contrat.

1.3 Documents/
Échantillons à soumettre

- .1 Soumettre au Représentant désigné du Ministère, au plus tard 5 jours ouvrables après l'attribution du contrat, un diagramme à barres (diagramme de GANTT) qui servira de plan d'ensemble et sera utilisé pour la planification et le suivi des travaux, et pour la production de rapports d'avancement.
- .2 Soumettre le calendrier d'exécution au Représentant désigné du Ministère au plus tard 5 jours ouvrables après l'acceptation du plan d'ensemble.

1.4 Finalisation du projet

- .1 Les travaux doivent débuter dès l'octroi du contrat et être exécutés dans les délais prévus au contrat.

1.5 Plan d'ensemble

- .1 Structurer le calendrier d'exécution de manière à permettre la planification, l'organisation et l'exécution ordonnées des travaux suivant le diagramme à barres (diagramme de GANTT).
- .2 Le Représentant désigné du Ministère examinera le calendrier et le remettra à l'Entrepreneur au plus tard dans les 4 jours ouvrables qui suivront.
- .3 Si le calendrier est jugé inexploitable, le réviser puis le soumettre de nouveau au plus tard 3 jours ouvrables après l'avoir reçu.

- .4 Le calendrier révisé accepté deviendra le plan d'ensemble, qui servira de référence pour les mises à jour.
- 1.6 Calendrier d'exécution
- .1 Élaborer un calendrier d'exécution détaillé respectant les diverses exigences des plans et devis.
- Le calendrier présenté devra aussi respecter les exigences et contraintes suivantes :
1. La date contractuelle pour compléter le projet est indiquée au paragraphe 1.4 de la présente section;
- .2 Le calendrier d'exécution détaillé doit couvrir toute la durée du projet, à partir de l'attribution du contrat jusqu'à la démobilisation finale. Parmi les éléments importants à inclure, en plus des activités de construction, il doit présenter les dates relatives à la production des dessins d'atelier, fiches techniques, certificats de conformité, permis, livraison des différents matériaux.
- 1.7 Rapports de l'état d'avancement des travaux
- .1 Mettre le calendrier d'exécution à jour au moins à toutes les deux semaines, de manière qu'il reflète les changements d'activités, l'achèvement des activités ainsi que les activités en cours d'exécution.
- .2 Joindre au calendrier d'exécution un rapport narratif qui indique l'état d'avancement des travaux, compare l'avancement par rapport au calendrier de référence et présente les prévisions courantes, les retards prévus, les répercussions de ces éléments et les mesures d'atténuation possibles.
- 1.8 Réunions de projet
- .1 Discuter du calendrier d'exécution lors des réunions périodiques tenues sur le chantier; identifier les activités qui sont en retard et fournir les moyens pour rattraper ces retards. Sont considérées en retard les activités dont la date de début ou la date de fin dépassent les dates respectives approuvées figurant au calendrier de référence.
- .2 Discuter également des retards dus aux intempéries et négocier les mesures visant à les rattraper.

PARTIE 2 – PRODUITS

2.1 Sans objet .1 Sans objet

PARTIE 3 – EXÉCUTION

3.1 Sans objet .1 Sans objet

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

<u>1.1 Sections connexes</u>	.1	Section 01 45 00 - Contrôle de la qualité.
<u>1.2 Références</u>	.1	Comité canadien des documents de construction (CCDC)
<u>1.3 Considérations de nature administrative</u>	.1	Dans un délai raisonnable et selon un ordre prédéterminé afin de ne pas retarder l'exécution des travaux, soumettre les documents requis à l'approbation du Représentant désigné du Ministère. Un retard à cet égard ne saurait constituer une raison suffisante pour obtenir une prolongation du délai d'exécution des travaux et aucune demande en ce sens ne sera acceptée.
	.2	Les travaux pour lesquels on exige le dépôt de documents ne doivent pas être entrepris avant que la vérification de l'ensemble des pièces soumises soit complètement terminée.
	.3	Les caractéristiques indiquées sur les dessins d'atelier, les fiches techniques et les échantillons de produits et d'ouvrages doivent être exprimées en unités métriques.
	.4	Lorsque les éléments ne sont pas produits ou fabriqués en unités métriques ou encore que les caractéristiques ne sont pas données en unités SI, des valeurs converties peuvent être acceptées.
	.5	Examiner les documents et les échantillons avant de les remettre au Représentant désigné du Ministère. Par cette vérification préalable, l'Entrepreneur confirme que les exigences applicables aux travaux ont été ou seront déterminées et vérifiées, et que chacun des documents et des échantillons soumis a été examiné et trouvé conforme aux exigences des travaux et des documents contractuels. Les documents et les échantillons qui ne seront pas estampillés, signés, datés et identifiés en rapport avec le projet particulier seront retournés sans être examinés et seront considérés comme rejetés.
	.6	Aviser par écrit le Représentant désigné du Ministère, au moment du dépôt des documents et des échantillons, des écarts que ceux-ci présentent par rapport aux exigences des documents contractuels, et en exposer les motifs.
	.7	S'assurer de l'exactitude des mesures prises sur place par rapport aux ouvrages adjacents touchés par les travaux.

1.5 Dessins
d'atelier et fiches
techniques

- .8 Le fait que les documents et les échantillons soumis soient examinés par le Représentant désigné du Ministère ne dégage en rien l'Entrepreneur de sa responsabilité de transmettre des pièces complètes et exactes.
- .9 Conserver sur le chantier un exemplaire vérifié de chaque document soumis.
- .1 L'expression « dessins d'atelier » désigne les dessins, schémas, illustrations, tableaux, graphiques de rendement ou de performance, dépliants et autre documentation que doit fournir l'Entrepreneur pour montrer en détail une partie de l'ouvrage visé.
- .2 Les dessins d'atelier doivent indiquer les matériaux à utiliser ainsi que les méthodes de construction, de fixation ou d'ancrage à employer, et ils doivent contenir les schémas de montage, les détails des raccordements, les notes explicatives pertinentes et tout autre renseignement nécessaire à l'exécution des travaux. Lorsque des ouvrages ou des éléments sont reliés ou raccordés à d'autres ouvrages ou à d'autres éléments, indiquer sur les dessins qu'il y a eu coordination des prescriptions, quelle que soit la section aux termes de laquelle les ouvrages ou les éléments adjacents seront fournis et installés. Faire des renvois au devis et aux plans.
- .3 Laisser 5 jours au Représentant désigné du Ministère pour examiner chaque lot de documents soumis.
- .4 Les modifications apportées aux dessins d'atelier par le Représentant désigné du Ministère ne sont pas censées faire varier le prix contractuel. Si c'est le cas, cependant, en aviser le Représentant désigné du Ministère par écrit avant d'entreprendre les travaux.
- .5 Apporter aux dessins d'atelier les changements qui sont demandés par le Représentant désigné du Ministère, en conformité avec les exigences des documents contractuels. Au moment de soumettre les dessins de nouveau, aviser le Représentant désigné du Ministère par écrit des modifications qui ont été apportées en sus de celles exigées.
- .6 Les documents soumis doivent porter ou indiquer ce qui suit :
 - .1 la date de préparation et les dates de révision;
 - .2 la désignation et le numéro du projet;

- .3 le nom et l'adresse des personnes suivantes :
 - .1 le sous-traitant;
 - .2 le fournisseur;
 - .3 le fabricant.
- .4 L'estampille de l'Entrepreneur, signée par le représentant autorisé de ce dernier, certifiant que les documents soumis sont approuvés, que les mesures prises sur place ont été vérifiées et que l'ensemble est conforme aux exigences des documents contractuels;
- .5 Les détails pertinents visant les portions de travaux concernés :
 - .1 les matériaux et les détails de fabrication;
 - .2 la disposition ou la configuration, avec les dimensions, y compris celles prises sur place, ainsi que les jeux et les dégagements;
 - .3 les détails concernant le montage ou le réglage;
 - .4 les caractéristiques telles la puissance, le débit ou la contenance ;
 - .5 les caractéristiques de performance ;
 - .6 les normes de référence;
 - .7 la masse opérationnelle ;
 - .8 les schémas de câblage ;
 - .9 les schémas unifilaires et les schémas de principe ;
 - .10 les liens avec les ouvrages adjacents.
- .7 Distribuer des exemplaires des dessins d'atelier et des fiches techniques une fois que le Représentant désigné du Ministère en a terminé la vérification.
- .8 Il est possible que le Représentant désigné du Ministère exige que certains dessins d'atelier soient scellés par un Ingénieur membre de l'Association des Ingénieurs et géoscientifiques du Nouveau-Brunswick.
- .9 Soumettre 3 copies des dessins d'atelier prescrits dans les sections techniques du devis et selon les exigences raisonnables du Représentant désigné du Ministère.
- .10 Si aucun dessin d'atelier n'est exigé en raison de l'utilisation d'un produit de fabrication standard, soumettre 3 copies des fiches techniques ou de la documentation du fabricant prescrites dans les sections techniques du devis et exigées par le Représentant

désigné du Ministère.

- .11 Supprimer les renseignements qui ne s'appliquent pas aux travaux.
- .12 En sus des renseignements courants, fournir tous les détails supplémentaires qui s'appliquent aux travaux.
- .13 Lorsque les dessins d'atelier ont été vérifiés par le Représentant désigné du Ministère et qu'aucune erreur ou omission n'a été décelée ou qu'ils ne contiennent que des corrections mineures, une copie est retournée, et les travaux de façonnage et d'installation peuvent alors être entrepris. Si les dessins d'atelier sont rejetés, la ou les copies annotées sont retournées et les dessins d'atelier corrigés doivent de nouveau être soumis selon les indications précitées avant que les travaux de façonnage et d'installation puissent être entrepris.
- .14 L'examen des dessins d'atelier par le Représentant désigné du Ministère vise uniquement à vérifier la conformité au concept général des données indiquées sur ces derniers. Cet examen ne signifie pas que le Représentant désigné du Ministère approuve les dessins d'atelier, responsabilité qui incombe à l'Entrepreneur qui les soumet, et ne dégage pas non plus ce dernier de l'obligation de transmettre des dessins d'atelier complets et exacts, et de se conformer à toutes les exigences des travaux et des documents contractuels. Sans que la portée générale de ce qui précède en soit restreinte, il importe de préciser que l'Entrepreneur est responsable de l'exactitude des dimensions confirmées sur place, de la fourniture des renseignements visant les méthodes de façonnage ou les techniques de construction et d'installation et de la coordination des travaux exécutés par tous les corps de métiers.

1.6 Échantillons de produits

- .1 Soumettre trois échantillons de produits aux fins de vérification, selon les prescriptions des sections techniques du devis. Étiqueter les échantillons en indiquant leur origine et leur destination prévue.
- .2 Expédier les échantillons prépayé au bureau de chantier du Représentant désigné du Ministère.
- .3 Aviser le Représentant désigné du Ministère par écrit, au moment de la présentation des échantillons de produits, des écarts qu'ils présentent par rapport aux exigences des documents contractuels.

- .4 Lorsque la couleur, le motif ou la texture fait l'objet d'une prescription, soumettre toute la gamme d'échantillons nécessaires.
- .5 Les modifications apportées aux échantillons par le Représentant désigné du Ministère ne sont pas censées faire varier le prix contractuel. Si c'est le cas, cependant, en aviser le Représentant désigné du Ministère par écrit avant d'entreprendre les travaux.
- .6 Apporter aux échantillons les modifications qui peuvent être demandées par le Représentant désigné du Ministère tout en respectant les exigences des documents contractuels.
- .7 Les échantillons examinés et approuvés deviendront la norme de référence à partir de laquelle la qualité des matériaux et la qualité d'exécution des ouvrages finis et installés seront évaluées.

1.7 Échantillons
d'ouvrages

- .1 Réaliser les échantillons d'ouvrages requis conformément à la section 01 45 00 - Contrôle de la qualité.

1.8 Certificats

- .1 Soumettre les documents exigés par la commission de la santé et de la sécurité au travail pertinente immédiatement après l'attribution du contrat.

PARTIE 2 – PRODUITS

2.1 Sans objet

- .1 Sans objet.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 Sans objet

- .1 Sans objet.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS1.1 Références

- .1 Code canadien du travail, Partie 2, Règlement concernant la sécurité et la santé au travail.
- .2 Province du Nouveau-Brunswick
 - .1 Loi sur l'hygiène et la sécurité au travail, L.R.N.-B.- Mise à jour (2009).

1.2 Documents à soumettre

- .1 Soumettre les documents et les échantillons requis conformément à la section 01 33 00 – Documents et échantillons à soumettre.
- .2 Au plus tard 7 jours après la date de signification de l'ordre d'exécution, et avant la mobilisation de la main-d'œuvre, soumettre un plan de santé et de sécurité établi expressément pour le chantier et regroupant les éléments ci-après.
 - .1 Résultats de l'évaluation des risques propres au chantier.
 - .2 Résultats de l'analyse des risques ou des dangers pour la santé et la sécurité associés à chaque tâche et à chaque activité.
- .3 Soumettre une fois par semaine un exemplaire des rapports de l'inspection de santé et de sécurité effectuée sur le chantier par le représentant autorisé de l'Entrepreneur au Représentant désigné du Ministère.
- .4 Soumettre des exemplaires des directives ou des rapports préparés par les inspecteurs de santé et sécurité des gouvernements fédéral, provincial et territorial.
- .5 Soumettre des exemplaires des rapports d'accidents et d'incidents.
- .6 Soumettre au Représentant désigné du Ministère les fiches signalétiques requises, lesquelles doivent être conformes au système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT).
- .7 Le Représentant désigné du Ministère examinera le plan de santé et de sécurité établi par l'Entrepreneur pour le chantier et lui remettra ses observations dans les 7 jours suivant la réception du plan. Au besoin, l'Entrepreneur révisera son plan de santé et de sécurité et le soumettra de nouveau au Représentant désigné du Ministère au

plus tard 4 jours après réception des observations formulées par le Représentant désigné du Ministère.

- .8 L'examen par le Représentant désigné du Ministère du plan de santé et de sécurité établi par l'Entrepreneur pour le chantier ne doit pas être interprété comme une approbation du plan et ne réduit pas non plus la responsabilité globale de l'Entrepreneur en matière de santé et sécurité.
- .9 Plan d'intervention en cas d'urgence : énoncer les procédures de sécurité types à mettre en œuvre en cas de situation d'urgence sur le chantier.

1.3 Production d'avis

- .1 Avant le début des travaux, produire aux autorités provinciales les avis nécessaires relatifs au projet.

1.4 Évaluation des risques

- .1 Faire une évaluation des risques propres au chantier posés par l'exécution des travaux.

1.5 Réunions

- .1 Organiser une réunion de santé et sécurité avec le Représentant désigné du Ministère avant de commencer les travaux, et en assurer la direction.

1.6 Exigences générales

- .1 Avant d'entreprendre tout travail sur le chantier, établir par écrit un plan de santé et de sécurité propre au chantier, fondé sur une évaluation des risques. Mettre ce plan en vigueur et en assurer l'application jusqu'à la démobilisation de tout le personnel du chantier. Le plan de santé et de sécurité doit tenir compte des particularités du projet.
- .2 Le Représentant désigné du Ministère peut faire connaître ses réactions par écrit si le plan comporte des anomalies ou s'il soulève des préoccupations, et il peut exiger que soit soumis un plan révisé.

1.7 Sécurité relative au milieu marin

- .1 Pour tous les travaux impliquant des risques de noyade, les exigences suivantes doivent être rencontrées :
 - .1 Respecter l'article 2.10.13 du Code de sécurité pour les travaux de construction.
 - .2 S'assurer que le gilet de sauvetage requis est conforme à la norme CAN2-65.7-M88 "Gilets de sauvetage à matériau insubmersible" publiée en 1988 ou la norme CAN/CGSB-

65.11-M88, de l'office des normes générales du Canada (ONGC), intitulée "Vêtements de flottaison individuels" publiée en 1988.

- .3 S'assurer qu'une embarcation de sauvetage amarrée est dans l'eau est disponible pour chaque poste de travail. Cependant, lorsque l'embarcation est accessible par voie terrestre, celle-ci peut desservir plusieurs postes de travail à condition que la distance entre chaque poste de travail et l'embarcation soit inférieure à 100 mètres.
- .4 S'assurer que l'embarcation est équipée d'un moteur suffisamment fort pour remonter le courant.
- .5 S'assurer que l'embarcation possède les caractéristiques nécessaires pour y accueillir les personnes susceptibles de prendre part à l'opération de sauvetage.
- .6 S'assurer que l'embarcation de sauvetage est disponible en tout temps pour les travailleurs, en cas d'urgence.

1.8 Responsabilité

- .1 Assumer la responsabilité de la santé et de la sécurité des personnes présentes sur le chantier, de même que la protection des biens situés sur le chantier; assumer également, dans les zones contiguës au chantier, la protection des personnes et de l'environnement dans la mesure où ils sont touchés par les travaux.
- .2 Respecter et faire respecter par les employés les exigences en matière de sécurité figurant dans les documents contractuels, les ordonnances, les lois et les règlements locaux, territoriaux, provinciaux et fédéraux pertinents, ainsi que le plan de santé et de sécurité particulier au chantier.

1.9 Exigences de conformité

- .1 Se conformer au Règlement général - Loi sur l'hygiène et la sécurité au travail, (R2009).N.-B.
- .2 Se conformer au Règlement concernant la santé et la sécurité au travail pris en vertu du Code canadien du travail.

1.10 Risques imprévus

- .1 En cas de situations ou de risques particuliers ou imprévus durant l'exécution des travaux, observer les procédures mises en place concernant le droit de refuser d'effectuer un travail, conformément aux lois et aux règlements en vigueur au Nouveau-Brunswick et en informer le Représentant désigné du Ministère de vive voix et par écrit.

-
- | | | |
|--|----|--|
| <u>1.11 Affichage des documents</u> | .1 | S'assurer que les documents, les articles, les consignes et les avis sont affichés sur le chantier, à un endroit où ils seront visibles, conformément aux lois et aux règlements en vigueur au Nouveau-Brunswick, et en consultation avec le Représentant désigné du Ministère. |
| <u>1.12 Correction des cas de non-conformité</u> | .1 | Remédier immédiatement aux cas de non-conformité en matière de santé et de sécurité constatés par l'autorité compétente ou par le Représentant désigné du Ministère. |
| | .2 | Remettre au Représentant désigné du Ministère un rapport écrit des mesures prises pour remédier aux cas de non-conformité en matière de santé et sécurité. |
| | .3 | Le Représentant désigné du Ministère peut ordonner l'arrêt des travaux si l'Entrepreneur ne remédie pas aux cas de non-conformité en matière de santé et de sécurité. |
| <u>1.13 Arrêt des travaux</u> | .1 | Accorder à la santé et à la sécurité du public et du personnel du chantier et à la protection de l'environnement priorité sur les questions reliées au coût et au calendrier des travaux. |
| <u>1.14 Condition de terrain et de mise en œuvre</u> | .1 | La protection des ouvrages au fur et à mesure de l'avancement des travaux, pour la sécurité des ouvriers et du public et pour la stabilité des ouvrages, demeure l'entière responsabilité de l'Entrepreneur du début des travaux, et ce, jusqu'à l'acceptation finale des travaux. |

PARTIE 2 – PRODUITS

- | | | |
|-----------------------|----|-------------|
| <u>2.1 Sans objet</u> | .1 | Sans objet. |
|-----------------------|----|-------------|

PARTIE 3 – EXÉCUTION

- | | | |
|-----------------------|----|-------------|
| <u>3.1 Sans objet</u> | .1 | Sans objet. |
|-----------------------|----|-------------|

1.1 TRAVAUX CONNEXES

- .1 Gestion et élimination des déchets : section [01 74 21].

1.2 RÉFÉRENCES

- .1 SIMDUT : Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail, Santé Canada.
- .2 Loi sur le transport des marchandises dangereuses, Transports Canada, date de mise à jour 21-02-2008.
- .3 Lignes directrices concernant l'utilisation d'explosifs à l'intérieur ou à proximité des eaux de pêches canadiennes, Ministère des Pêches et des Océans Canada, 1998.
- .4 LCOM : Loi sur la convention concernant les oiseaux migrateurs, Environnement Canada, 1994.
- .5 Règlements de la Garde côtière canadienne, Ministère des Pêches et des Océans Canada.
- .6 Loi sur la marine marchande du Canada, Transports Canada, 2001.
- .7 AWWPA: American Wood Preserver Association

1.3 DÉFINITIONS

- .1 Matière dangereuse : Produit, substance ou organisme utilisé aux fins auxquelles il était initialement destiné, et qui est une marchandise ou une matière dangereuse susceptible d'avoir des répercussions nuisibles sur l'environnement ou sur la santé des personnes, des animaux ou des végétaux lorsqu'il est libéré dans l'environnement.
- .2 Terre humide : terrain où la nappe phréatique est à proximité ou au-dessus de la surface, ou qui sont saturés d'eau assez longtemps pour créer des conditions comme des sols modifiés par l'eau et une végétation hydrophile. Les terres humides comprennent les tourbières et les terres humides minérales ou zones de sols minéraux qui subissent l'influence d'un excès d'eau mais qui produisent peu de tourbe ou pas du tout
- .3 Cours d'eau : désigne le lit et la rive d'une rivière, d'un ruisseau, d'un lac, d'une crique, d'un étang, d'un marais, d'un estuaire ou d'un plan d'eau salée qui contient de l'eau au cours d'au moins une partie de l'année.
- .4 Espèces exotiques : désigne des espèces ou sous-espèces introduites à l'extérieur de leur distribution normale, et dont l'établissement et la prolifération expose des écosystèmes, habitats ou des espèces locaux à des risques de dommages économiques ou environnementaux.
- .5 Zone tampon : zone de terres recouvertes de végétation qui protège les cours d'eau contre l'exploitation de terres adjacentes. Ce terme se rapporte aux terres adjacentes aux cours d'eau comme les ruisseaux, les rivières, les fleuves, les lacs, les étangs, les océans et les terres humides, y compris les plaines inondables et les terres en voie de conversion entre les cours d'eau et des zones de terres plus arides.

1.4 TRANSPORT

- .1 Transporter des marchandises et des déchets dangereux conformément aux exigences de la Loi sur le transport des marchandises dangereuses.
- .2 Ne pas surcharger les camions lors du transport de substances. Protéger le chargement contre tout risque de déversement.
- .3 Garder les camions propres et exempts de boue, de poussière et d'autres matières étrangères.
- .4 Éviter toute possibilité de déversement du chargement et de toute matière étrangère sur les autoroutes, les routes et les routes d'accès destinés à des travaux. Faire très attention lors du transport de remblais de dragage et d'autres matières dangereuses. Nettoyer immédiatement tout déversement et tout sol contaminé.
- .5 Avant le début des travaux, aviser le représentant du Ministère à propos de routes existantes et des routes temporaires devant servir pour accéder aux lieux des travaux et pour transporter des matériaux aux lieux et hors des lieux, y compris les routes menant au champ d'enfouissement des remblais de dragage.

1.5 ÉLIMINATION DES
REMBLAIS DE DRAGAGE

- .1 Obtenir le permis pertinent du ministère de l'environnement de la province du Nouveau-Brunswick et se conformer strictement à toutes les directives et procédures exigées dans le permis pour le transport et l'élimination des remblais de dragage aux lieux d'enfouissement approuvés.
- .2 S/O
- .3 Éliminer tout déversement par dessus bord lors de l'excavation, du chargement et du transport de remblais de dragage.
- .4 Ne pas surcharger les camions lors du transport de remblai de dragage ou d'autres matières dangereuses. Protéger le chargement contre les risques de déversement. Nettoyer les déversements au sol selon les directives des autorités compétentes et du représentant du Ministère.
- .5 Obtenir l'approbation du représentant du Ministère pour la route devant servir au transport de remblai de dragage vers le lieu d'enfouissement.
- .6 Placer et étendre le remblai de dragage au champ d'enfouissement de manière uniforme et progressive. Minimiser la hauteur et les pentes de remblai à enfouir. Harmoniser les pentes et contours du terrain environnant en suivant, dans toute la mesure du possible, les pentes suivantes indiquées par le représentant du Ministère.
- .7 Contrôler l'élimination et la décantation des eaux contenant des matières en suspension ou autres substances nuisibles conformément aux exigences des autorités compétentes.

.8 Dragage par aspiration :

- .1 Inspecter régulièrement le tuyau pour déceler toute possibilité de fuite dans la couche de sédiments et le maintenir étanche en tout temps.
- .2 Si une fuite se produit le long de la tuyauterie, cesser immédiatement toutes les opérations de dragage et colmater la fuite.

1.6 MANIPULATION DES
MATIÈRES DANGEREUSES

- .1 Manipuler et stocker les matières dangereuses sur place conformément aux procédures et exigences énoncées dans le SIMDUT.
- .2 Stocker tous les liquides dangereux à un endroit et d'une manière qui empêchent leur déversement dans l'environnement.
- .3 Tenir un inventaire écrit de toutes les matières dangereuses gardées sur les lieux. Énumérer le produit, sa quantité et la date de son stockage.
- .4 Garder les fiches signalétiques du SIMDUT sur place pour tous les articles pertinents.

1.7 PÉTROLE, HUILES ET
LUBRIFIANTS

- .1 Se conformer aux lois, règlements, codes et lignes directrices fédéraux et provinciaux pour le stockage sur place de carburant et de produits à base de pétrole.
- .2 Ne placer aucun réservoir de carburant et ne stocker aucun autre produit à base de pétrole à une distance de moins de 30 mètres d'une zone tampon de cours d'eau et de terres humides. Ne ravitailler ni huiler de la machinerie à moins de 30 mètres de cette zone tampon. Obtenir l'approbation du représentant du Ministère pour désigner un emplacement acceptable sur les lieux aux fins de stockage de carburant ou de ravitaillement de matériel.
- .3 Ne jeter aucun produit à base de pétrole ni toute autre substance toxique sur le sol ou dans l'eau.
- .4 Faire preuve de diligence et prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter des déversements et contaminer ainsi le sol et l'eau (de surface ou souterraine) lors de la manipulation sur place de produits à base de pétrole et du ravitaillement de véhicules et de matériel.
- .5 Garder sur les lieux le matériel d'intervention approprié en cas de déversement, consistant en au moins un nécessaire d'intervention en cas de déversement sur emballé de 250 litres (55 gallons) pour le confinement et le nettoyage de déversements.
- .6 Garder les véhicules et le matériel en bon état afin d'empêcher toute fuite sur les lieux.

- .7 En cas de déversement de pétrole, il faut aviser immédiatement de représentant du Ministère et la Garde côtière canadienne (GCC) au numéro 1-800-565-1633 (Ligne d'appel sur 24 heures). Effectuer le nettoyage conformément à tous les règlements et à toutes les procédures stipulés par l'autorité compétente.

1.8 ÉLIMINATION DES DÉCHETS

- .1 Ne pas enterrer les rebuts, les résidus et les déchets sur place.
- .2 Éliminer et recycler les résidus et les déchets conformément aux exigences en matière de gestion des matières résiduelles énoncées à la section [01 74 21].
- .3 Ne pas jeter des matières dangereuses, des substances volatiles (comme les essences minérales, les peintures, les diluants, etc.) et les produits à base de pétrole dans des cours d'eau, des égouts pluviaux ou domestiques et dans des sites d'enfouissement.
- .4 Éliminer les matières dangereuses conformément aux lois, règlements, codes et lignes directrices fédéraux et provinciaux pertinents.
- .5 Résidus de béton :
- .1 Ne pas décharger de résidus ou de rejets de béton sur place.
- .2 Nettoyer immédiatement tout déversement accidentel de béton sur les lieux avant que ce dernier se solidifie.
- .3 Ne pas laver ou nettoyer sur place des véhicules de transport de béton.
- .4 Décharger les matières résiduelles et nettoyer les camions uniquement à l'usine de béton. Respecter les règlements sur l'environnement et les bonnes pratiques en la matière qui sont approuvées par le ministère de l'Environnement provincial et par les autres autorités compétentes.

1.9 QUALITÉ DE L'EAU

- .1 Exécuter les travaux de dragage d'un cours d'eau ou d'une terre humide de façon à limiter la turbidité et à réduire la quantité de sédiments en suspension dans l'eau à un minimum absolu, et ce, en tout temps.
- .1 Maintenir la vitesse et l'élan de dragage appropriés du matériel de dragage. Effectuer au besoin des ajustements approuvés par le représentant du Ministère.
- .2 Mettre en position stratégique le matériel de dragage et les véhicules de transport (chalands) de façon à éviter, dans toute la mesure du possible, les balancements au-dessus de l'eau.
- .2 Dans les cas où les travaux pourraient altérer la qualité de l'eau adjacente aux canalisations d'aspiration d'eau utilisées par les installations de retenue de homard, de traitement du poisson et d'autres exploitants de ports, établir le calendrier des travaux en coopération avec l'autorité portuaire, selon les directives du représentant du Ministère, afin de minimiser les ingérences et les effets sur les exploitants du port.

- .3 Surveiller visuellement la turbidité de l'eau des zones avoisinantes adjacentes aux lieux des travaux et jusqu'à la limite de dragage établie de [200] mètres.
 - .1 Si la turbidité de l'eau change de manière excessive au-delà de la limite de dragage par rapport aux conditions existantes des nappes d'eau avoisinantes, comme par exemple un net changement de couleur, aviser le représentant du Ministère pour obtenir les mesures appropriées à suivre pour atténuer les effets de la situation.
- .4 Qualité de l'eau lors de dragage par aspiration :
 - .1 Minimiser les points de rejet des matériaux de dragage au lieu d'élimination en plaçant l'embout du tuyau à la surface de l'eau ou près de ce point.
 - .2 Limiter la circulation des navires à la zone adjacente au lieu d'élimination à un niveau minimum absolu pour que les matériaux de dragage ne soient pas remis en suspension par l'effet du sillage des hélices.
- .5 Contamination de l'eau par le bois traité par préservatif :
 - .1 On doit laisser durcir le bois d'œuvre ou de charpente traité, à l'usine ou sur place, doit être laissé durcir pendant au moins 30 jours suivant la date de l'application du traitement avant qu'il soit posé à des endroits où il touchera à de l'eau.
 - .2 Ne pas couper de bois traité au-dessus de la surface d'un cours d'eau ou d'une terre humide.
 - .3 Ne pas appliquer de produits préservatifs liquides au-dessus de la surface d'un cours d'eau ou d'une terre humide.
 - .4 Le bois traité à l'arséniate de cuivre chromaté (ACC) ou à l'arséniate de zinc et de cuivre ammoniacé (AZCA) doit être approuvé par l'ACNOR ou l'AWPA.
 - .5 Ne pas utiliser le bois d'œuvre ou de charpente traité à l'acide crésotinique, au pétrole et au pentachlorophénol pour aucune partie des travaux.
- .6 Ne rincer le matériel qu'à une zone tampon d'au moins 30 mètre d'une terre humide, d'un cours d'eau ou de toute zone écosensible.

1.10 DYNAMITAGE

S/O

1.11 RESTRICTIONS SOCIOÉCONOMIQUES

- .1 Respecter les règlements provinciaux et municipaux concernant toute restriction sur les travaux effectués la nuit et sur l'éclairage artificiel des lieux. Obtenir les permis pertinents.
- .2 Placer les projecteurs dans la direction opposée des zones résidentielles et commerciales adjacentes.

1.12 OISEAUX ET
LEURS HABITATS

- .3 Munir le matériel et les machines de silencieux conçus à cette fin afin de réduire le bruit sur place au niveau le plus faible possible. Maintenir ces silencieux en bon état de marche en tout temps.
- .1 Se familiariser avec la Loi sur la Convention concernant les oiseaux migrateurs et la faire respecter en ce qui concerne la protection des oiseaux migrateurs, leurs œufs, leurs nids et leurs petits découverts sur les lieux et dans les environs.
- .2 Minimiser la perturbation de tous les oiseaux sur place et dans les environs pendant toute la durée des travaux.
- .3 Ne pas s'approcher des concentrations d'oiseaux de mer, de sauvagines et d'oiseaux de rivage lors de l'arrimage de matériel, de l'accès aux quais et du transport de fournitures.
- .4 Lors de travaux de nuit, placer les projecteurs dans la direction opposée des habitats de nids d'oiseaux.
- .5 Ne pas utiliser les plages, les dunes et autres zones non perturbées naturelles des lieux pour effectuer des travaux à moins que le représentant du Ministère n'ait donné son approbation pour ces travaux particuliers.
- .6 Si des nids d'oiseaux sont découverts dans les terres humides lors des travaux, aviser immédiatement le représentant du Ministère pour obtenir les directives à suivre.
 - .1 Ne pas perturber les nids et la végétation environnante jusqu'à la fin de la période de nidification.
 - .2 Minimiser les travaux à proximité immédiate de telles zones jusqu'à la fin de la période de nidification.
 - .3 Protéger ces zones en suivant les recommandations du Service canadien de la faune.

1.13 POISSONS
ET LEUR HABITAT

- .1 Prendre bien conscience du risque de contamination de l'habitat des poissons sur les lieux résultant de l'introduction d'espèces exotiques dans l'eau.
- .2 Afin de minimiser la possibilité de contamination d'habitats de poissons, il faut laver et nettoyer tout le matériel de construction qui sera immergé dans l'eau d'un cours d'eau, ou pourrait entrer en contact avec de telles eaux au cours des travaux, afin de s'assurer qu'il est exempt de salissures marines et d'espèces exotiques.
 - .1 Le matériel doit comprendre les embarcations, les chalands, les grues, les excavatrices, les camions de transport, les pompes, les tuyaux et tous les autres outils et équipements divers qui ont précédemment servi dans un environnement marin.

- .3 Le lavage et le nettoyage du matériel doivent avoir lieu immédiatement à leur arrivée sur les lieux et avant leur utilisation au-dessus ou dans un plan d'eau.
- .4 Effectuer les opérations de lavage et de nettoyage comme suit :
 - .1 Gratter et enlever toute accumulation importante de boue et l'éliminer de manière appropriée.
 - .2 Rincer toutes les surfaces du matériel à l'aide d'eau douce pressurisée.
 - .3 Tout de suite après, appliquer par forte pulvérisation une couche de vinaigre pur ou d'un autre agent de nettoyage respectant l'environnement afin d'éliminer entièrement toute trace de matière végétale, animale ou sédimentaire.
 - .4 Rechercher et éliminer toute matières végétale, animale ou sédimentaire de tous les bouchains et les filtres.
 - .5 Vidanger l'eau stagnante du matériel et le faire sécher complètement avant de l'utiliser.
 - .6 Lors de l'extraction du matériel de l'eau, vidanger l'eau stagnante du matériel et le faire sécher complètement avant de le retirer des lieux.
- .5 N'effectuer aucune opération de nettoyage ou de rinçage dans une zone tampon de 30 mètres d'une terre humide, d'un cours d'eau ou d'une autre zone environnementale sensible.
- .6 Dossier du registre d'assurance :
 - .1 Tenir à jour un registre permanent des utilisations et nettoyages passés et présents de tout le matériel pour illustrer les mesures d'atténuation prises contre la contamination d'habitats de poissons par des espèces exotiques.
 - .2 Consigner les renseignements dans un registre à couverture rigide.
 - .3 Inclure les renseignements suivants :
 - .1 Date et lieu de l'utilisation précédente du matériel dans un cours d'eau ou une terre humide;
 - .2 Type de travaux exécutés;
 - .3 Dates de rinçage de chaque pièce d'équipement;
 - .4 Méthode de nettoyage et agents utilisés.
- .7 Tenir à jour le registre d'assurance de qualité d'un projet à l'autre. Sur demande, remettre le registre au représentant du Ministère aux fins d'examen.
- .8 Respecter les exigences et les recommandations de la Direction de la protection de l'habitat et du développement durable du ministère de l'Environnement fédéral et du ministère des Pêches et Océans quant au nettoyage et au rinçage du matériel.

1.14 QUALITÉ DE L'AIR

- .1 Maintenir au minimum absolu la poussière en suspension dans l'air et les saletés résultants des travaux.
- .2 Prendre les mesures de contrôle des poussières pour les routes, les stationnements et les zones de travail.
- .3 Arroser les surfaces avec de l'eau ou d'autres produits respectant l'environnement. Utiliser du matériel et des machines spécialement prévus à cet effet et appliquer la substance en quantité et fréquences suffisantes pour assurer un contrôle efficace et constant de la poussière pendant toute la durée des travaux.
- .4 N'utiliser aucune huile ni tout autre produit à base de pétrole pour le contrôle de la poussière.

1.15 FEUX

- .1 Il est interdit de faire des feux et de brûler des déchets sur place.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- | | |
|---|---|
| <p><u>1.1 Sections connexes</u></p> | <p>.1 Section 01 33 00 - Documents et échantillons à soumettre.</p> |
| <p><u>1.2</u></p> | <p>.1 Comité canadien des documents de construction (CCDC)</p> |
| <p><u>1.3 Inspection</u></p> | <p>.1 Le Représentant désigné du Ministère doit avoir accès aux ouvrages. Si une partie des travaux ou des ouvrages est exécutée à l'extérieur du chantier, l'accès à cet endroit doit également lui être assuré pendant toute la durée de ces travaux.</p> <p>.2 Dans le cas où des ouvrages doivent être soumis à des inspections, à des approbations ou à des essais spéciaux commandés par le Représentant désigné du Ministère ou exigés aux termes de règlements locaux visant le chantier, en faire la demande dans un délai raisonnable.</p> <p>.3 Si l'Entrepreneur a couvert ou a permis de couvrir un ouvrage avant qu'il n'ait été soumis aux inspections, aux approbations ou aux essais spéciaux requis, il doit découvrir l'ouvrage en question, voir à l'exécution des inspections ou des essais requis à la satisfaction des autorités compétentes, puis remettre l'ouvrage dans son état initial.</p> <p>.4 Le Représentant désigné du Ministère peut ordonner l'inspection de toute partie de l'ouvrage dont la conformité aux documents contractuels est mise en doute. Si, après examen, l'ouvrage en question est déclaré non conforme aux exigences des documents contractuels, l'Entrepreneur doit prendre les mesures nécessaires pour rendre l'ouvrage conforme aux exigences spécifiées, et assumer les frais d'inspection et de réparation.</p> |
| <p><u>1.4 Organismes d'essais et d'inspections indépendants</u></p> | <p>.1 Le Représentant désigné du Ministère se chargera de retenir les services d'organismes d'essais et d'inspections indépendants. Le coût de ces services sera assumé par le Représentant désigné du Ministère, sauf indications contraires aux autres sections de devis.</p> <p>.2 Fournir le matériel requis par les organismes désignés pour la réalisation des essais et des inspections.</p> <p>.3 Le recours à des organismes d'essais et d'inspections ne dégage aucunement l'Entrepreneur de sa responsabilité concernant</p> |

l'exécution des travaux conformément aux exigences des documents contractuels.

- .4 Si des défauts sont relevés au cours des essais et/ou des inspections, l'organisme désigné exigera une inspection plus approfondie et/ou des essais additionnels pour définir avec précision la nature et l'importance de ces défauts. L'Entrepreneur devra corriger les défauts et les imperfections selon les directives du Représentant désigné du Ministère, sans frais additionnels pour le Représentant désigné du Ministère, et assumer le coût des essais et des inspections qui devront être effectués après ces corrections.

1.5 Accès au chantier

- .1 Permettre aux organismes d'essais et d'inspections d'avoir accès au chantier ainsi qu'aux ateliers de fabrication et de façonnage situés à l'extérieur du chantier.
- .2 Collaborer avec ces organismes et prendre toutes les mesures raisonnables pour qu'ils disposent des moyens d'accès voulus.

1.6 Procédure

- .1 Aviser d'avance l'organisme approprié et le Représentant désigné du Ministère lorsqu'il faut procéder à des essais afin que toutes les parties en cause puissent être présentes.
- .2 Soumettre les échantillons et/ou le matériel et les matériaux nécessaires aux essais selon les prescriptions du devis, dans un délai raisonnable et suivant un ordre prédéterminé afin de ne pas retarder l'exécution des travaux.
- .3 Fournir la main-d'œuvre et les installations nécessaires pour prélever et manipuler les échantillons et les matériaux sur le chantier. Prévoir également l'espace requis pour l'entreposage et la cure des échantillons.

1.7 Ouvrages ou travaux rejetés

- .1 Enlever les éléments défectueux jugés non conformes aux documents contractuels et rejetés par le Représentant désigné du Ministère, soit parce qu'ils n'ont pas été exécutés selon les règles de l'art, soit parce qu'ils ont été réalisés avec des matériaux ou des produits défectueux, et ce, même s'ils ont déjà été intégrés à l'ouvrage. Remplacer ou refaire les éléments en question selon les exigences des documents contractuels.
- .2 Réparer sans délai les ouvrages qui auront été endommagés lors des travaux de réfection ou de remplacement susmentionnés.

- .3 Si, de l'avis de le Représentant désigné du Ministère, il n'est pas opportun de réparer les ouvrages défectueux ou jugés non conformes aux documents contractuels, le Maître de l'ouvrage pourra déduire du prix contractuel la différence de valeur entre l'ouvrage exécuté et celui prescrit dans les documents contractuels, le montant de cette différence étant déterminé par le Représentant désigné du Ministère.

1.8 Essais et
formules de dosage

- .1 Fournir les rapports des essais et les formules de dosage exigés.

1.9 Échantillons
d'ouvrages

- .1 Préparer les échantillons d'ouvrages spécifiquement exigés dans le devis. Les exigences du présent article valent pour toutes les sections du devis dans lesquelles on demande de fournir des échantillons d'ouvrages.
- .2 Construire les échantillons d'ouvrages aux différents endroits approuvés par le Représentant désigné du Ministère.
- .3 Préparer les échantillons d'ouvrages aux fins d'approbation par le Représentant désigné du Ministère dans un délai raisonnable et suivant un ordre prédéterminé, afin de ne pas retarder l'exécution des travaux.
- .4 Un retard dans la préparation des échantillons d'ouvrages ne saurait constituer une raison suffisante pour obtenir une prolongation du délai d'exécution des travaux et aucune demande en ce sens ne sera acceptée.
- .5 Au besoin, le Représentant désigné du Ministère aidera l'Entrepreneur à établir un calendrier de préparation des échantillons d'ouvrages.
- .6 Il sera précisé, par le Représentant désigné du Ministère, où il est question d'échantillons d'ouvrages, si ces derniers peuvent ou non faire partie de l'ouvrage fini et à quel moment ils devront être enlevés, le cas échéant.

1.10 Essais en
usine

- .1 Soumettre les certificats des essais effectués en usine qui sont exigés dans les différentes sections du devis.

1.11 Matériels, appareils et <u>systèmes</u>	.1	Soumettre les rapports de réglage et d'équilibrage des systèmes mécaniques et électriques et des autres systèmes.
--	----	--

PARTIE 2 - PRODUITS

<u>2.1 Sans objet</u>	.1	Sans objet.
-----------------------	----	-------------

PARTIE 3 - EXÉCUTION

<u>3.1 Sans objet</u>	.1	Sans objet.
-----------------------	----	-------------

PARTIE 1 – GÉNÉRALITÉS

<u>1.1 Sections connexe</u>	.1	Section 01 52 00 - Installations de chantier.
	.2	Section 01 56 00 - Ouvrages d'accès et de protection temporaires.
<u>1.2 Mise en place et enlèvement du matériel</u>	.1	Prévoir les moyens d'utilisation nécessaires des services d'utilités temporaires pour permettre l'exécution des travaux dans les plus brefs délais.
	.2	Démonter le matériel et l'évacuer du chantier lorsqu'on n'en a plus besoin.
<u>1.3 Assèchement du terrain</u>	.1	Prévoir les installations temporaires de pompage et de drainage nécessaires pour maintenir les excavations et le terrain exempts d'eau stagnante.
<u>1.4 Alimentation électrique et éclairage</u>	.1	Aucune alimentation électrique ne sera fournie à l'entrepreneur au chantier.
	.2	Assumer tous les frais d'installation, d'utilisation et de débranchement.
<u>1.5 Feu de navigation</u>	.1	Enlever le feu de navigation et tous les équipements nécessaires à son bon fonctionnement. Coordonner la réinstallation avec la Garde Côtière.
	.2	Aviser Pêches et Océans Canada – Services des aides à la navigation de l'enlèvement temporaire du feu de navigation.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS1.1 Sections
connexes

- .1 Section 01 51 00 - Services d'utilités temporaires.
- .2 Section 01 56 00 - Ouvrages d'accès et de protection temporaires.

1.2 Installation et
enlèvement du
matériel

- .1 Fournir, mettre en place ou aménager les installations de chantier nécessaires pour permettre l'exécution des travaux dans les plus brefs délais.
- .2 Démonter le matériel et l'évacuer du chantier lorsqu'on n'en a plus besoin.

1.3 Matériel de
levage

- .1 Fournir et installer la machinerie nécessaire au déplacement des ouvriers, du matériel et de l'équipement, et en assurer l'entretien et la manœuvre.
- .2 La manœuvre de cette machinerie doit être confiée à des ouvriers qualifiés.

1.4 Entreposage sur
place/ Charges
admissibles

- .1 S'assurer que les travaux sont exécutés dans les limites indiquées dans les documents contractuels. L'entreposage sera limité aux zones spécifiées aux plans. Ne pas encombrer les lieux de façon déraisonnable avec du matériel et des matériaux.
- .2 Ne pas surcharger ni permettre de surcharger aucune partie de l'ouvrage à sauvegarder afin de ne pas en compromettre l'intégrité.
- .3 L'entrepreneur devra coordonner l'entreposage conformément aux directives du gérant du quai.

1.5 Stationnement

- .1 Il sera permis de stationner sur le chantier, à condition que cela n'entrave pas l'exécution des travaux. Les zones prévues pour travaux (limites de chantier) pourraient être utilisées à cette fin.
- .2 S'il est permis d'emprunter les routes existantes pour accéder au chantier, assurer l'entretien de ces dernières pendant toute la durée des travaux et, le cas échéant, réparer tout dommage qui pourrait y être causés.

1.6 Bureaux

- .3 Nettoyer les voies de circulation si on y a utilisé de l'équipement de chantier.

- .1 Aménager un bureau ventilé, chauffé à une température de 22 ° C, doté d'appareils d'éclairage assurant un niveau d'éclairage de 750 lux et de dimensions suffisantes pour permettre la tenue des réunions de chantier, d'un téléphone et d'un télécopieur et y prévoir une table pour l'étalement des dessins.

- .2 L'Entrepreneur doit fournir les installations temporaires de télécommunications, notamment les téléphones, les télécopieurs, internet, y compris les lignes, et le matériel nécessaires destinés à son propre usage et à l'usage du Représentant désigné du Ministère; il doit assurer le raccordement de ces installations aux réseaux principaux et assumer les coûts mensuels de tous ces services.

- .3 Fournir une trousse de premiers soins complète et clairement identifiée et la ranger à un endroit facile d'accès.

- .4 Au besoin, les sous-traitants peuvent aménager leur propre bureau. Leur indiquer l'endroit où ils peuvent s'installer.

- .5 Bureau du Représentant désigné du Ministère :

- .1 Aménager un bureau temporaire pour le Représentant désigné du Ministère.

- .2 Le bureau doit mesurer, à l'intérieur, au moins 3.6 m de longueur x 3 m de largeur x 2.4 m de hauteur, et comporter un plancher situé à 0.3 m au-dessus du sol, ainsi que 4 fenêtres ouvrant à 50 % et une porte qui peut être verrouillée.

- .3 Le bureau doit être bien isolé et être doté d'un système de chauffage assurant une température ambiante de 22°C lorsque la température extérieure est de -20°C.

- .4 Les murs et le plafond doivent être revêtus de contreplaqué, de panneaux de fibres durs ou de plaques de plâtre.

- .5 Meubler le bureau d'une table de 1 m x 2 m, de 4 chaises, d'un classeur à 3 tiroirs, d'un support à dessins, et d'un support à vêtement avec tablette.

- .6 Garder les lieux propres.

1.7 Entreposage du matériel, des matériaux et des outils

- .1 Prévoir des remises pouvant être verrouillées, à l'épreuve des intempéries, destinées à l'entreposage du matériel, des matériaux et des outils, et garder ces dernières propres et en bon ordre.
- .2 Laisser sur le chantier le matériel et les matériaux qui n'ont pas à être gardés à l'abri des intempéries, mais s'assurer qu'ils gênent le moins possible le déroulement des travaux.

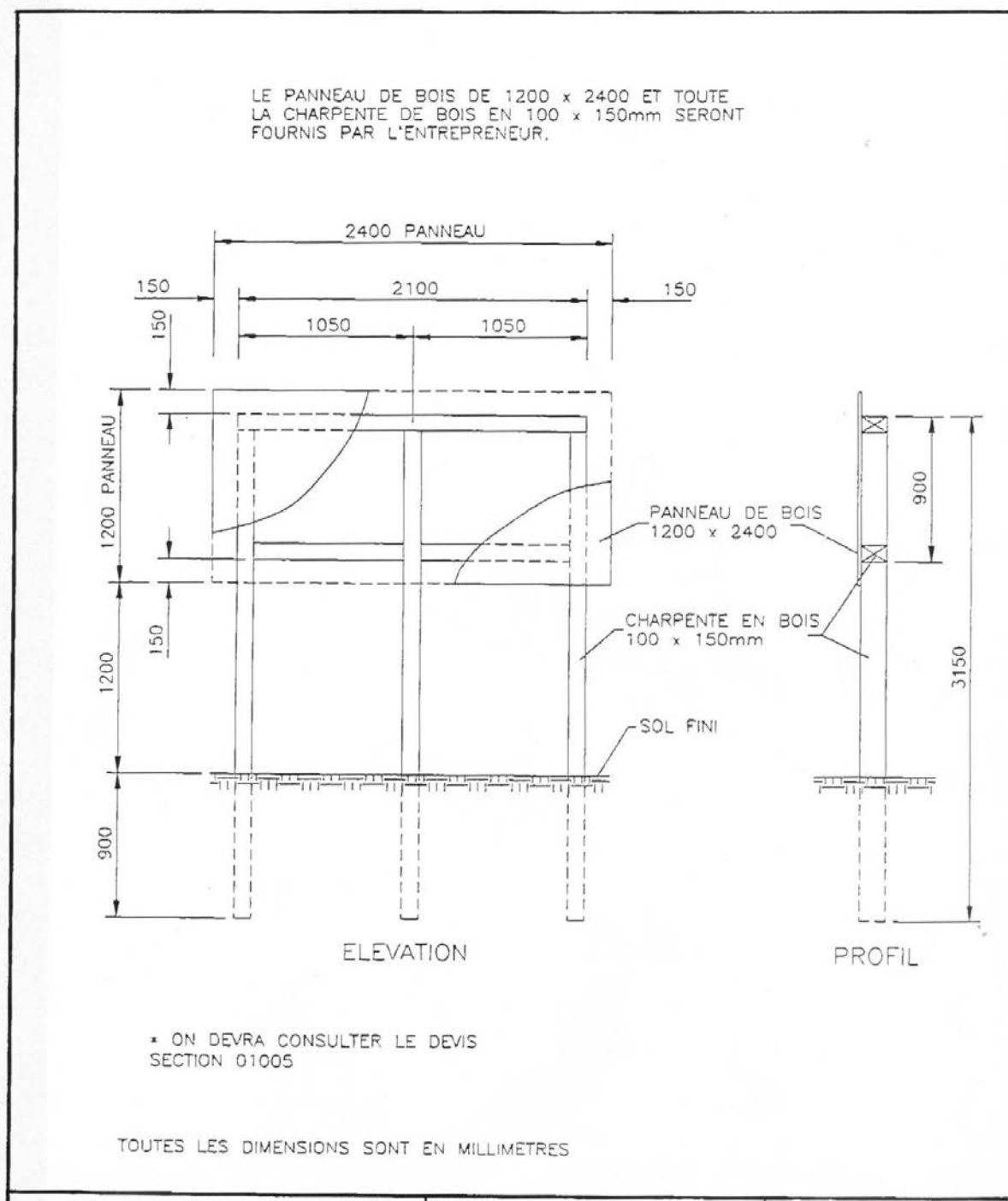
1.8 Installations sanitaires

- .1 Prévoir des installations sanitaires conformément aux ordonnances et aux règlements pertinents.
- .2 Afficher les avis requis et prendre toutes les précautions exigées par les autorités sanitaires locales. Garder les lieux et le secteur en état de propreté.

1.9 Signalisation de chantier

- .1 L'Entrepreneur fournira et érigera un écriteau qui devra au préalable être approuvé par le Représentant désigné du Ministère.
- .2 Cet écriteau sera fabriqué au moyen de contreplaqué sablé fait de sapin Douglas, 19 mm d'épaisseur, d'une densité moyenne et de qualité appropriée à l'usage extérieur. Les bords doivent être sablés et recouverts d'une couche de scellement ou garnis d'une moulure en aluminium. Les joints entre les panneaux attenants seront renforcés au moyen de couvre-joints de 25 mm sur 50 mm (à l'arrière des panneaux). Les surfaces des panneaux doivent être recouvertes d'une couche de scellement et ensuite d'une couche d'apprêt qui soient conforme à la norme ONGC 1-GP-55M. Ensuite une couche d'émail extérieur, de couleur blanche conforme à la norme CAN/CGSB – 1.59 – M89 sera appliquée. Les couches de scellement, d'apprêt et de finition doivent être chimiquement compatibles. On ne doit pas se servir de peinture au silicate.
- .3 L'Entrepreneur fournira et installera également les supports et les enseignes, selon les instructions du Représentant désigné du Ministère. Les supports doivent être fabriqués en bois de qualité de choix, soit en épinette blanche, en sapin Douglas ou en cèdre rouge de l'Ouest, le bois étant blanchi sur les quatre (4) faces.
- .4 Les clous doivent être en aluminium ou en acier galvanisé et les vis doivent être galvanisées ou en acier recouvert de cadmium.
- .5 Dès que l'enseigne est mise en place, les supports doivent être recouverts d'une couche d'apprêt d'extérieur conforme à la norme ONGC 1-GP-55M et de deux (2) couches d'émail

- d'extérieur conforme à la norme CAN/CGSB – 1.59 – M89, de couleur noire.
- .6 Garder l'enseigne en bon état pendant toute la durée des travaux et le démonter une fois ces derniers terminés. En disposer selon les instructions du Représentant désigné du Ministère.
 - .7 La pellicule de matière vinylique sera mise en place sur les panneaux de contreplaqué avant de clouer ces derniers aux poteaux.
 - .8 Voir dessin annexé à la fin de cette section de devis.



PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

<u>1.1 Sections connexes</u>	.1	Section 01 51 00 - Services d'utilités temporaires.
	.2	Section 01 52 00 - Installations de chantier.
<u>1.2 Références</u>	.1	Office des normes générales du Canada (CGSB)
	.2	Association canadienne de normalisation (CSA International)
<u>1.3 Limitation de l'accès</u>	.1	L'Entrepreneur devra ériger une clôture de chantier en périphérie de la zone des travaux afin de prévenir l'accès de personnel non autorisé au chantier.
<u>1.4 Protection des propriétés publiques et privées avoisinantes</u>	.1	Protéger les propriétés publiques et privées avoisinantes contre tout dommage pouvant résulter de l'exécution des travaux.
	.2	Le cas échéant, assumer l'entière responsabilité des dommages causés.
<u>1.5 Protection des surfaces finies de l'ouvrage</u>	.1	Pendant toute la période d'exécution des travaux, protéger le matériel ainsi que les surfaces complètement ou partiellement finies de l'ouvrage.
	.2	Prévoir les écrans, les bâches et les barrières nécessaires.
	.3	Assumer l'entière responsabilité des dommages causés aux ouvrages en raison d'un manque de protection ou d'une protection inappropriée.
<u>1.6 Maintien de la stabilité de l'ouvrage existant</u>	.1	Pendant toute la période des travaux, assurer et maintenir la stabilité de l'ouvrage existant en mettant en œuvre des méthodes temporaires adéquates.

PARTIE 2 - PRODUITS

<u>2.1 Sans objet</u>	.1	Sans objet.
-----------------------	----	-------------

PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 Sans objet .1 Sans objet.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 Normes de
référence

- .1 Se conformer aux normes indiquées, dans les différentes sections du devis.
- .2 Dans les cas où il subsiste un doute quant à la conformité de certains produits aux normes pertinentes, le Représentant désigné du Ministère se réserve le droit de la vérifier par des essais.
- .3 Si les produits ou les systèmes sont conformes aux documents contractuels, les frais occasionnés par ces essais seront assumés par le Représentant désigné du Ministère, sinon ils devront être assumés par l'Entrepreneur.
- .4 Si aucune date ou édition spécifique n'est mentionnée, se conformer aux normes les plus récentes en vigueur au moment du dépôt de la soumission.

1.2 Qualité

- .1 Les produits, les matériaux, les matériels, les appareils et les pièces (appelés « produits » dans le devis) utilisés pour l'exécution des travaux doivent être neufs, en parfait état et de la meilleure qualité (conformément aux termes du devis) pour les fins auxquelles ils sont destinés. Au besoin, fournir une preuve établissant la nature, l'origine et la qualité des produits fournis.
- .2 Les produits trouvés défectueux avant la fin des travaux seront refusés, quelles que soient les conclusions des inspections précédentes. Les inspections n'ont pas pour objet de dégager l'Entrepreneur de ses responsabilités, mais simplement de réduire les risques d'omission ou d'erreur. L'Entrepreneur devra assurer l'enlèvement et le remplacement des produits défectueux à ses propres frais, et il sera responsable des retards et des coûts qui en découlent.
- .3 En cas de conflit quant à la qualité ou à la convenance des produits, seul le Représentant désigné du Ministère pourra trancher la question en se fondant sur les exigences des documents contractuels.
- .4 Sauf indication contraire dans le devis, favoriser une certaine uniformité en s'assurant que les matériaux ou les éléments d'un même type proviennent du même fabricant.

EXIGENCES GÉNÉRALES
CONCERNANT LES PRODUITS

Section 01 61 00
Page 2 de 5

1.3 Facilité
d'obtention des
produits

- .1 Si le Représentant désigné du Ministère n'a pas été avisé des retards de livraison prévisibles au début des travaux, et s'il semble probable que l'exécution des travaux s'en trouvera retardée, le Représentant désigné du Ministère se réserve le droit de substituer aux produits prévus d'autres produits comparables qui peuvent être livrés plus rapidement, sans que le prix du contrat en soit pour autant augmenté.

1.4 Entreposage,
manutention et
protection des
produits

- .1 Manutentionner et entreposer les produits en évitant de les endommager, de les altérer ou de les salir, et en suivant les instructions du fabricant, le cas échéant.
- .2 Entreposer dans leur emballage d'origine les produits groupés ou en lots; laisser intacts l'emballage, l'étiquette et le sceau du fabricant. Ne pas déballer ou délier les produits avant le moment de les incorporer à l'ouvrage.
- .3 Les produits susceptibles d'être endommagés par les intempéries doivent être conservés sous une enceinte à l'épreuve de celles-ci.
- .4 Le sable destiné à être incorporé dans les mortiers et les coulis doit demeurer sec et propre. Le stocker sur des plates-formes en bois et le couvrir de bâches étanches par mauvais temps.
- .5 Remplacer sans frais supplémentaires les produits endommagés, à la satisfaction de le Représentant désigné du Ministère.
- .6 Retoucher à la satisfaction de le Représentant désigné du Ministère les surfaces finies en usine qui ont été endommagées. Utiliser, pour les retouches, des produits identiques à ceux utilisés pour la finition d'origine. Il est interdit d'appliquer un produit de finition ou de retouche sur les plaques signalétiques.

1.5 Transport

- .1 Payer les frais de transport des produits requis pour l'exécution des travaux.

1.6 Instructions du
fabricant

- .1 Sauf prescription contraire dans le devis, installer ou mettre en place les produits selon les instructions du fabricant. Ne pas se fier aux indications inscrites sur les étiquettes et les contenants fournis avec les produits. Obtenir directement du fabricant un exemplaire de ses instructions écrites.
- .2 Aviser par écrit le Représentant désigné du Ministère de toute divergence entre les exigences du devis et les instructions du fabricant, de manière qu'il puisse prendre les mesures appropriées.

1.7 Qualité
d'exécution des
travaux

- .3 Si les instructions du fabricant n'ont pas été respectées, le Représentant désigné du Ministère pourra exiger, sans que le prix contractuel soit augmenté, l'enlèvement et la repose des produits qui ont été mis en place ou installés incorrectement.
- .1 La mise en œuvre doit être de la meilleure qualité possible, et les travaux doivent être exécutés par des ouvriers de métier, qualifiés dans leurs disciplines respectives. Aviser le Représentant désigné du Ministère si les travaux à exécuter sont tels qu'ils ne permettront vraisemblablement pas d'obtenir les résultats escomptés.
- .2 Ne pas embaucher de personnes non qualifiées ou n'ayant pas les dispositions requises pour exécuter les travaux qui leur sont confiés. Le Représentant désigné du Ministère se réserve le droit d'exiger le renvoi de toute personne jugée incompétente, négligente, insubordonnée ou dont la présence ne saurait être tolérée sur le chantier.
- .3 Seul le Représentant désigné du Ministère peut régler les litiges concernant la qualité d'exécution des travaux et les compétences de la main-d'œuvre, et sa décision est irrévocable.

1.8 Coordination

- .1 S'assurer que les ouvriers collaborent entre eux à la réalisation de l'ouvrage. Exercer une surveillance étroite et constante de leur travail.
- .2 Il incombe à l'Entrepreneur de veiller à la coordination des travaux.

1.9 Remise en état

- .1 Exécuter les travaux de remise en état requis pour réparer ou pour remplacer les parties ou les éléments de l'ouvrage trouvés défectueux ou inacceptables. Coordonner les travaux à exécuter sur les ouvrages contigus touchés, selon les besoins.
- .2 Les travaux de remise en état doivent être réalisés par des spécialistes connaissant les matériaux et les matériels utilisés; ces travaux doivent être exécutés de manière qu'aucune partie de l'ouvrage soit endommagée ou risque de l'être.

1.10 Fixations -
Généralités

- .1 Sauf indication contraire, fournir des accessoires et des pièces de fixation métalliques ayant les mêmes texture, couleur et fini que l'élément sur lequel ils sont fixés.

- | | | |
|--|----|--|
| | .2 | Éviter toute action électrolytique entre des métaux ou des matériaux de nature différente. |
| | .3 | Il importe de déterminer l'espacement des ancrages en tenant compte des charges limites et de la résistance au cisaillement afin de s'assurer un ancrage franc permanent. Les chevilles en bois ou en toute autre matière organique ne sont pas acceptées. |
| | .4 | Utiliser le moins possible de fixations apparentes ; les espacer de façon uniforme et les poser avec soin. |
| | .5 | Les pièces de fixation qui pourraient causer l'effritement ou la fissuration de l'élément dans lequel elles sont ancrées seront refusées. |
| <u>1.11 Matériel de fixation</u> | .1 | Utiliser des pièces de fixation de formes et de dimensions commerciales standard, en matériau approprié, ayant un fini convenant à l'usage prévu. |
| | .2 | Les tiges des boulons ne doivent pas dépasser le dessus des écrous d'une longueur supérieure à leur diamètre. |
| <u>1.12 Protection des ouvrages en cours d'exécution</u> | .1 | Ne surcharger aucune partie des ouvrages. Sauf indication contraire, obtenir l'autorisation écrite du Représentant désigné du Ministère avant de découper ou de percer un élément de charpente ou d'y passer un manchon. |
| <u>1.13 Réseaux d'utilité existants</u> | .1 | Lorsqu'il s'agit de faire des raccordements à des réseaux existants, les exécuter aux heures fixées par les autorités locales compétentes en gênant le moins possible le déroulement des travaux. |
| | .2 | Protéger, déplacer ou maintenir en service les canalisations d'utilités qui sont fonctionnelles et à sauvegarder. Si des canalisations sont découvertes durant les travaux, les obturer de manière approuvée par les autorités responsables, repérer les points d'obturation et les consigner. |

PARTIE 2 - PRODUITS

- | | | |
|-----------------------|----|-------------|
| <u>2.1 Sans objet</u> | .1 | Sans objet. |
|-----------------------|----|-------------|

PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 Sans objet .1 Sans objet.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- 1.1 Qualifications de l'arpenteur .1 Arpenteur habilité à exercer à l'endroit où se trouve le chantier et jugé acceptable par le Représentant désigné du Ministère.
- 1.2 Points de repère .1 Les principaux points de contrôle verticaux et horizontaux sont indiqués sur les dessins.
- .2 Avant d'entreprendre les travaux effectués sur le terrain, déterminer et confirmer l'emplacement des points de contrôle, et assurer la protection de ces derniers, sauf s'ils se trouvent dans une zone de démolition.
- .3 Ne pas apporter de modifications et ne pas déplacer de repères sans en avoir préalablement informé le Représentant désigné du Ministère par écrit.
- .4 Si un point de repère est perdu ou détruit, en aviser le Représentant désigné du Ministère.
- .5 L'entrepreneur devra faire la réinstallation des repères perdus ou endommagés à ses frais.
- 1.3 Exigences relatives à l'arpentage .1 Jalonner le chantier en vue des travaux.
- .2 Définir les cotes radier des canalisations.
- .3 Établir les lignes et les niveaux pour les systèmes et les installations de mécanique et d'électricité.
- 1.4 Réseaux existants .1 Avant le début des travaux, définir l'étendue et l'emplacement des canalisations d'utilités qui se trouvent dans la zone des travaux et en informer le Représentant désigné du Ministère.
- .2 Enlever les canalisations d'utilités abandonnées. Sceller ou obturer de toute autre manière les extrémités des canalisations laissées en place, mais abandonnées, selon les directives de le Représentant désigné du Ministère.

1.5 Emplacement du matériel
et des appareils

- .1 L'emplacement indiqué ou prescrit pour le matériel, les appareils et les points de raccordement aux utilités doit être considéré comme approximatif.
- .2 Informer le Représentant désigné du Ministère des travaux d'installation qui seront prochainement effectués et soumettre à son approbation l'emplacement prévu pour ces différents éléments.
- .3 Soumettre les dessins d'implantation précisant l'emplacement des divers réseaux et appareils, les uns par rapport aux autres, au moment indiqué par le Représentant désigné du Ministère.

1.6 Registres

- .1 Tenir un registre détaillé et précis au fur et à mesure de l'avancement des travaux d'arpentage et de vérification.
- .2 Une fois achevés les principaux travaux d'aménagement du terrain, préparer un levé topographique indiquant les dimensions, l'emplacement, les angles et les cotes de niveau des ouvrages.
- .3 Consigner l'emplacement de toutes les canalisations d'utilités, qu'elles aient été déplacées ou mises hors fonction, ou encore qu'elles soient demeurées intactes.

1.7 Reconnaissance
du sous-sol

- .1 Aviser le Représentant désigné du Ministère, sans délai et par écrit, si les caractéristiques physiques du sous-sol, à l'endroit où se trouve le chantier, diffèrent sensiblement de celles indiquées dans les documents contractuels ou s'il y a de bonnes raisons de croire qu'une telle différence existe.
- .2 Après une enquête rapide, si le Représentant désigné du Ministère établit que les caractéristiques physiques du sous-sol diffèrent effectivement des conditions indiquées ou prévues, des instructions seront données en vue de la révision des travaux à effectuer aux termes des modifications et des avenants de modification transmis.

PARTIE 2 - PRODUITS2.1 Sans objet

- .1 Sans objet.

PARTIE 3 - EXÉCUTION3.1 Sans objet

- .1 Sans objet.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

<u>1.1 Sections connexes</u>	.1	Section 01 74 21 - Gestion et élimination des déchets de construction/démolition.
<u>1.2 Documents de référence</u>	.1	Comité canadien des documents de construction (CCDC)
<u>1.3 Propreté du chantier</u>	.1	Garder le chantier propre et exempt de toute accumulation de débris et de matériaux de rebut, y compris ceux générés par les sous-traitants.
	.2	Évacuer les débris et les matériaux de rebut hors du chantier à intervalles prédéterminés ou les éliminer selon les directives du Représentant désigné du Ministère. Les matériaux de rebut ne doivent pas être brûlés sur le chantier.
	.3	Garder les voies d'accès au chantier exemptes de glace et de neige.
	.4	Prendre les dispositions nécessaires et obtenir les permis des autorités compétentes en vue de l'élimination des débris et des matériaux de rebut.
	.5	Évacuer les débris et les matériaux de rebut hors du chantier, et les déposer dans des contenants appropriés, à la fin de chaque période de travail.
	.6	Stocker les déchets volatils dans des contenants métalliques fermés et les évacuer hors du chantier à la fin de chaque période de travail.
	.7	Assurer une bonne ventilation des locaux pendant l'emploi de substances volatiles ou toxiques.
<u>1.4 Nettoyage final</u>	.1	A l'achèvement substantiel des travaux, enlever les matériaux de surplus, les outils ainsi que l'équipement et le matériel de construction qui ne sont plus nécessaires à l'exécution du reste des travaux.
	.2	Enlever les débris et les matériaux de rebut, et laisser les lieux propres et prêts à occuper.

- .3 Avant l'inspection finale, enlever les matériaux de surplus, les outils, l'équipement et le matériel de construction.
- .4 Examiner les finis, les accessoires et le matériel afin de s'assurer qu'ils répondent aux exigences prescrites en matière de fonctionnement et de qualité d'exécution.

PARTIE 2 - PRODUITS

2.1 Sans objet .1 Sans objet.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 Sans objet .1 Sans objet.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 Plan de disposition des déchets

- .1 Préparer le plan de disposition des déchets avant le début des travaux.
- .2 Le plan de disposition des déchets doit comprendre ce qui suit, sans toutefois s'y limiter :
 - .1 La destination des matériaux de rebut ;
 - .2 Les techniques et la séquence de démolition ;
 - .3 Le calendrier des travaux de démolition ;
 - .4 L'emplacement ;
 - .5 Les mesures de sécurité ;
 - .6 Les mesures de protection ;
 - .7 L'indication précise des aires de stockage ;
 - .8 Les détails relatifs à la manutention et à l'enlèvement des matériaux de rebut ;
 - .9 Les quantités de matériaux de rebut qui seront récupérés en vue d'une réutilisation.

1.2 Programme de tri des matériaux à la source

- .1 Prévoir, sur le chantier, les installations nécessaires pour collecter, manutentionner et stocker les quantités anticipées de déchets.
- .2 Prendre les mesures requises pour ne pas entraîner de contamination des sols et du milieu aquatique. Le Représentant désigné du Ministère se réserve le droit de vérifier la qualité des sols après les travaux. Toute décontamination résultant des travaux sera réalisée aux frais de l'Entrepreneur.
- .3 Prévoir des endroits différents pour chaque type de déchets, selon leur site de disposition.
- .4 Prévoir des endroits où il sera facile d'y déposer les matériaux sans que cela nuise aux activités du chantier ou des usagers.
- .5 Placer les matériaux triés à un endroit où ils subiront le moins de dommage possible.
- .6 Les déchets doivent être expédiés vers un site exploité en vertu d'un certificat d'approbation du Ministère de l'Environnement du Nouveau-Brunswick.

1.3 Élimination
des déchets

- .1 Il est interdit d'enfouir des détritiques et des déchets sauf si le Représentant désigné du Ministère l'autorise.
- .2 Il est interdit de jeter des déchets dans des cours d'eau, à l'égout sanitaire et à l'égout pluvial.
- .3 Récupérer les matériaux de rebut au fur et à mesure de l'avancement des travaux de démolition.
- .4 Il est interdit de brûler les déchets sur le chantier.

1.4 Stockage, manutention
et protection des matériaux

- .1 Stocker aux endroits indiqués par le Représentant désigné du Ministère les matériaux destinés à être évacués du chantier.
- .2 Sauf indication contraire, les matériaux qui doivent être évacués ne deviennent pas propriété de l'Entrepreneur.
- .3 Les éléments laissés en place, non démolis, doivent être laissés en place à la satisfaction du Représentant désigné du Ministère.
- .4 Supporter les ouvrages touchés par les travaux. Si la sécurité de la structure risque d'être compromise, cesser les travaux puis en informer immédiatement le Représentant désigné du Ministère.
- .5 Protéger les installations électriques et mécaniques devant être sauvegardées.
- .6 Trier à la source et stocker dans les aires désignées les matériaux de rebut générés par les travaux de démolition.
- .7 Entreposer le bois traité au créosote temporairement sur le site dans une structure de confinement appropriée afin que les eaux de ruissellement n'atteignent pas le milieu aquatique ou les sols.

1.5 Calendrier des
travaux

- .1 Coordonner la gestion des déchets avec les autres activités afin d'assurer le déroulement ordonné des travaux.

PARTIE 2 - PRODUITS

2.1 Sans objet

- .1 Sans objet.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

- | | | |
|------------------------|----|---|
| <u>3.1 Généralités</u> | .1 | Manutentionner conformément aux codes et aux règlements pertinents les déchets, selon leur niveau de contamination. |
| <u>3.2 Nettoyage</u> | .1 | Une fois les travaux terminés, enlever les outils et les déchets ;
laisser les lieux propres et en ordre. |
| | .2 | Nettoyer la zone des travaux au fur et à mesure. |